

L'agroécologie et les systèmes alimentaires localisés : les conclusions de six ans de réflexion

En Avril, le belge Olivier De Schutter terminera son second mandat comme Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation. À cette occasion, il publie ce 10 mars son dernier rapport, qui vient conclure 6 ans d'activités alors qu'en juin, Entraide & Fraternité bouclera à son tour un programme d'action de 6 ans sur les thèmes de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire. Sous forme de bilan, c'est une mise en perspective du rapport d'Olivier De Schutter et des positions prises par Entraide & Fraternité qui est ici proposée.

Ce 10 mars, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation présente son dernier rapport au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Se voulant être une synthèse du travail accompli durant ces six dernières années ce rapport – intitulé « le potentiel transformateur du droit à l'alimentation » – se présente comme un « testament » dans lequel Olivier De Schutter réaffirme le besoin d'un réel changement de paradigme visant à transformer en profondeur notre système alimentaire actuel.

Un « dernier » rapport parce que fin avril, Olivier De Schutter terminera son second mandat comme Rapporteur Spécial des Nations Unies. Ce départ est une vraie perte pour la société civile engagée dans le suivi des politiques agricoles et alimentaires, tant son action et les rapports dont il est l'auteur permettent d'objectiver et de donner une nouvelle dimension à de nombreuses positions habituellement défendues par la société civile. Au moment où Entraide & Fraternité termine un programme de six ans sur les thèmes de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire, l'heure est donc aux bilans.

En mettant en perspective le travail accompli par Entraide & Fraternité avec des éléments de contenu du dernier rapport d'Olivier De Schutter, ce sont les contours d'un nouveau modèle qui sont ainsi mis en avant.

Un diagnostic partagé

« Par rapport à l'exigence selon laquelle ils devraient contribuer à la réalisation du droit à l'alimentation, les systèmes alimentaires dont nous avons hérités du 20^{ème} siècle ont échoué »¹ : impacts environnementaux et climatiques sévères, régimes alimentaires inadéquats, spécialisation, dumping, dépendance aux imports, production d'agrocultures, accaparements, gaspillage alimentaire, productivisme, concentration au sein de la chaîne alimentaire, dépendance au pétrole, paupérisation et migrations urbaines ... autant d'éléments qui soulignent l'inadéquation du modèle actuel et son incapacité à répondre à l'impératif du droit à l'alimentation – définit comme « le droit de chaque individu, seul ou en communauté, d'avoir un accès permanent – physique et économique – à de la nourriture adéquate, suffisante et culturellement acceptable, produite et consommée durablement en vue de préserver l'accès à l'alimentation des générations futures »².

Bien que la formulation varie quelque peu, c'est également une conclusion à laquelle Entraide & Fraternité est parvenue. Dans une étude publiée en 2013, nous indiquons ainsi que « le système agricole et alimentaire actuel ne parvient pas à réaliser sa mission première : fournir une

¹ Report of the Special Rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter « Final Report: The transformative potential of the right to food » (Mars 2014). Le rapport mis à notre disposition n'étant qu'en anglais, toutes les citations en français sont le fruit d'une traduction personnelle.

² Ibidem.

alimentation suffisante (en qualité et en quantité) à l'entière des populations sans mettre en danger la capacité des générations futures à assurer leur propre subsistance »³.

Ce diagnostic est le résultat de 6 ans de recherches, de campagnes et de plaidoyer sur les thématiques du genre, du commerce international, du changement climatique, de l'accaparement des terres et de l'agrobusiness. Les études publiées portant sur chacun de ces thèmes sont disponibles à l'adresse suivante : <http://entraide.be/-Etudes->

Ces thèmes ont également été déclinés en de nombreuses analyses qui sont disponibles à l'adresse suivante : <http://entraide.be/-Analyses->

Si les problèmes traités au fil des ans par le Rapporteur Spécial ont également eu une place importante dans les actions menées par Entraide & Fraternité, Olivier De Schutter développe néanmoins dans son rapport un aspect qui n'a pas encore pu être développé en profondeur par Entraide & Fraternité⁴. Il s'agit de la consommation et plus particulièrement des problèmes liés à l'élevage ainsi qu'à la pêche. Olivier De Schutter indique ainsi que « 25% de réduction de produits issus de l'élevage au niveau mondial entre 2009 et 2017 entraînerait une réduction de 12,5% des émissions globales de gaz à effet de serre » et propose dès lors de « décourager l'augmentation de demande en viande là où sa consommation a déjà atteint des niveaux plus que suffisants pour satisfaire les besoins diététiques ».

Bien souvent, l'analyse des dysfonctionnements et des limites du système actuel sont partagés et reconnus par la grande majorité des acteurs travaillant sur les questions agricoles et alimentaires. Les divergences concernent donc les alternatives à mettre en place.

Les changements nécessaires à l'évènement de nouveaux systèmes alimentaires

C'est à un véritable changement de paradigme qu'Olivier De Schutter appelle, un changement destiné à établir des modes de production et de consommation durables, à réduire la pauvreté et à reconstruire des systèmes alimentaires locaux.

En réalité, c'est principalement sur la question des modes de production et des systèmes alimentaires locaux qu'Olivier De Schutter s'attarde.

1. Des modes de production durables

Ici, c'est l'agroécologie – comme une alternative à l'agriculture industrialisée, proposant d'autres pratiques, basées sur l'autonomie, la durabilité et l'usage prudent des ressources⁵ – que le Rapporteur défend en vue d'instaurer des modes de productions capables d'améliorer la durabilité et la résilience.

Outre les nombreuses références dans nos publications faites à l'agroécologie, Entraide & Fraternité a publié une analyse en décembre 2012 intitulée « le potentiel de l'agroécologie », disponible à l'adresse suivante : <http://entraide.be/IMG/pdf/agroecologie.pdf>

L'agroécologie sera également mise à l'honneur dans notre prochain programme (d'une durée de

³ <http://entraide.be/IMG/pdf/etude- systemes alimentaires localis r s - relocalisation fd - final.pdf>

⁴ Bien qu'au niveau de l'éducation, ce soit un élément qui a été régulièrement abordé et fait l'objet d'une publication particulière

⁵ Stassart et al. In <http://entraide.be/IMG/pdf/agroecologie.pdf>

2,5 ans).

2. Reconstruire des systèmes alimentaires locaux

Cette proposition constitue l'élément le plus radical et le plus novateur mis en avant par De Schutter.

Bien que cette thématique soit relativement neuve dans le travail d'Entraide & Fraternité, elle fait l'objet d'une attention croissante. Cela s'est traduit par la publication de trois documents :

- « La relocalisation : un concept qui pourrait tout changer? » : http://entraide.be/IMG/pdf/11. la_relocalisation_a11_def.pdf
- « Les marchés publics au service d'une transition vers des systèmes alimentaires localisés ? » : http://entraide.be/IMG/pdf/les_marches_publics_1_.pdf
- « Soutenir et (re)construire des systèmes alimentaires localisés : les contours d'une (re)localisation » : http://entraide.be/IMG/pdf/etude-systemes_alimentaires_localis_r_s_-_relocalisation_fd_-_final.pdf

Cette thématique, qui s'inscrira dans une réflexion plus large sur les alternatives, sera également au centre de notre prochain programme.

Selon nous, la transition vers des systèmes alimentaires localisés repose sur six piliers : décroïsonner, planifier, protéger, investir, réguler et démocratiser. Et Olivier De schutter, que préconise-t-il ? Quelles sont les convergences entre son analyse et celle d'Entraide & Fraternité ? À travers la mise en perspective de ses principales propositions et des éléments développés autour des piliers que nous avons retenus, c'est la complémentarité de nos analyses que nous voulons mettre en avant. Concrètement, Olivier De Schutter recommande de/d' :

- **développer des circuits courts connectant les villes aux milieux ruraux environnant**

Nous parlons quant à nous de supprimer le cloisonnement géographique et politique qui existe bien souvent entre ces espaces. Cela semble fondamental à l'heure où plus de la moitié de la population mondiale habite dans des villes et alors qu'on annonce un doublement de cette population d'ici à 2050. L'urbain représente à la fois un défi (intégration, développement et pérennisation de l'agriculture urbaine, gestion des espaces verts amélioration de l'environnement ...) et une chance en termes de relocalisation (production et distribution urbaines, transformation intra-urbaine des produits «impropres» à la vente ou en fin de vie par exemple, débouchés pour la production agricole péri-urbaine et rurale).

- **investir dans l'infrastructure (packaging, unités de transformation, canaux de distribution, ...), soutenir l'investissement dans la production alimentaire locale et soutenir l'achat public d'aliments locaux dans les institutions du secteur public**

Investir est également à nos yeux l'un des éléments clé pour reconstruire des systèmes alimentaires localisés. Cette dernière ne peut être réalisée que par l'investissement du plus grand nombre (citoyens, producteurs, entrepreneurs, politiques, ...), à tous les niveaux et ce sous différentes formes. Les investissements nécessaires doivent tenir compte à la fois des différents acteurs en présence (et notamment du genre), des différentes dimensions de l'alimentation (production, transformation, distribution, santé, environnement, ...), de la typologie des territoires (zones urbaines, péri-urbaines, rurales) et de leurs caractéristiques propres.

- **instaurer la participation comme première condition pour toute transition. « L'établissement de Conseils de politiques alimentaires [Local Food Councils] liés formellement aux municipalités peut être l'un des moyens d'atteindre cet objectif »⁶.**

Pour nous, il s'agit de mettre en place une « démocratie alimentaire ». Derrière ce concept, se cache l'idée d'offrir aux différents acteurs du système alimentaire une opportunité réelle et égale de participer à la conception, à la configuration et à la gestion du système alimentaire. Il s'agit donc d'impliquer des différents acteurs du système alimentaire au processus décisionnel les concernant. Plus concrètement, nous pensons qu'une planification est nécessaire afin d'englober la complexité des systèmes alimentaires et afin de proposer un processus de relocalisation le plus cohérent possible.

C'est quoi un Conseil de Politiques alimentaires (CPA) ? Dans notre dernière étude consacrée aux systèmes alimentaires localisés, nous définissons un CPA comme étant « une plateforme en vue de coordonner l'action au niveau local (...) Il est constitué d'acteurs et d'organisations de la société civile, d'entrepreneurs locaux, de personnes actives dans la chaîne alimentaire, de représentants politiques ayant un lien avec le système alimentaire (santé, transport, agriculture, développement rural, services sociaux, éducation, institutions publiques). Ces CPA peuvent être envisagés à différents niveaux géographiques/de pouvoir (local, provincial, régional). Les CPA sont à la fois plateforme de discussion, organe de coordination entre les différents acteurs du système, organe de formulation et d'influence des politiques touchant à l'alimentation et (éventuellement) cellule de mise en œuvre de programmes relatifs aux besoins locaux. Ces CPA pourraient également être en charge de la définition et du suivi de l'implémentation d'un plan d'action local agricole et/ou alimentaire.

Conclusion

En termes de transition, les préoccupations soulevées et les pistes avancées par Olivier De Schutter convergent, dans les grandes lignes, avec les dernières positions et réflexions proposées par Entraide & Fraternité : l'agroécologie et les systèmes alimentaires localisés doivent être au centre de toute politique agricole et alimentaire vouée à rendre nos systèmes alimentaires durables et résilients. Ces conclusions ne doivent pour autant pas faire office de point final. Elles constituent en réalité une porte d'entrée pour un travail visant à approfondir les éléments nécessaires à une transition de nos systèmes alimentaires. C'est en tout cas ce qu'Entraide et Fraternité compte aborder lors de son prochain programme tout en continuant à travailler sur les freins structurels s'opposant à l'émergence d'un modèle alternatif.

Pour découvrir les nombreuses initiatives qui pourraient concrétiser ces différentes recommandations « communes », vous pouvez vous référer aux pages 27 à 58 de l'étude sur les systèmes alimentaires localisés. Sous forme de tableau, ces pages se proposent de référencer de multiples outils politiques, citoyens et entrepreneuriaux ayant déjà été proposés et/ou mis en place dans différentes régions du monde : http://entraide.be/IMG/pdf/etude-systemes_alimentaires_localises_-_relocalisation_fd_-_final.pdf

Pour lire le rapport complet d'Olivier De Schutter, rendez-vous ici : <http://www.srfood.org/>

⁶ Report of the Special Rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter « Final Report: The transformative potential of the right to food » (Mars 2014). Le rapport mis à notre disposition n'étant qu'en anglais, toutes les citations en français sont le fruit d'une traduction personnelle.